

Martin Fourcade

« La démerde permanente »

Le quintuple champion olympique de biathlon, président de la commission des athlètes de Paris 2024, regrette le manque de moyens.

JEAN-PIERRE BIDET

SON CONSTAT

« On est un pays de débrouille, ça a parfois été notre force, mais à un moment donné, ça atteint ses limites. On est tout le temps en train de gratter à droite à gauche. Le biathlon a un budget de 900 000 €, donc c'est la démerde permanente. Au mois d'août, on avait prévu un stage en Suède, mais on a dû annuler les billets d'avion pour se retrouver à Prémamanon (Jura) parce que la pension était 20 € moins chère par jour et par personne. On a aussi enlevé un kiné sur les trois premiers rassemblements pour gratter 150 € par jour et pouvoir les mettre dans le stage sur neige de début d'hiver. Chaque année, on vend des carabines pour des initiations et on utilise cet argent pour financer nos stages.

Cette semaine, on est en Norvège. On nous demande de vivre avec 40 € ou 50 € par jour, mais c'est impossible. Donc, on dort dans des chalets pour ne pas aller à l'hôtel et c'est un copain qui vient nous faire à manger bénévolement. On a aussi fait les courses en Italie parce que ça coûte moins cher. Notre coach, qui est italien, a chargé les pâtes dans le camion. En fait, on doit jongler avec des moyens sur le terrain déconnectés de nos ambitions. Moi, un CTS (conseiller technique sportif), ça me parle, c'est mon

entraîneur. Et une baisse de budget, c'est du concret, c'est ce qu'on vit au quotidien. »

SON ENGAGEMENT

« On m'a beaucoup sollicité pour intervenir à titre personnel quand Kevin (Mayer) et Teddy (Riner) l'ont fait, d'ailleurs de manière remarquable, en alertant l'opinion, mais je n'ai pas souhaité en rajouter. C'était au moment du changement de ministère, je voulais laisser travailler la nouvelle équipe dans une certaine sérénité. En revanche, quand le mouvement s'est fait un peu plus collégial par le biais des DTN que l'on a soutenus, il n'était pas question de m'en dissocier car je partage ses valeurs et ses inquiétudes. Je voulais prendre le temps et argumenter.

On n'est pas des divas, on ne l'a jamais été et on ne demande pas des choses faramineuses. Aujourd'hui, mon seul désaccord avec la ministre, c'est que les moyens, on ne les a pas. J'ai vraiment foi dans sa capacité à avoir envie d'aller se battre et de les trouver mais, aujourd'hui, ça n'est pas le cas. Les discours rassurants ne rassurent que ceux qui les prononcent. »

SES PISTES

« Je n'ai évidemment pas de potion magique, mais je pense qu'il y a trois volets de réflexion.

D'abord, l'exposition du sport et son intégration dans la société civile. Je prendrais comme

exemple le modèle allemand, où le sport est partout et tout le temps et où cela génère forcément une pratique de masse et un vivier beaucoup plus fourni que le nôtre. Et beaucoup de bienfaits du point de vue de la santé, de l'éducation et de l'épanouissement personnel.

Ensuite, les moyens. Les solutions sont simples : le sport génère énormément d'argent et il faut qu'une partie revienne au sport, on parle de la taxe Buffet, des paris sportifs... Ce serait royal, même au-delà de nos besoins. Ce n'est pas piquer de l'argent aux autres, juste récupérer une petite partie qui, je pense, nous est due.

Le troisième, sur lequel j'ai le moins de certitudes, c'est l'organisation. On a un système fédéral fort qui m'a permis, au niveau de la formation, d'être là où je suis aujourd'hui. Ça, il faut le garder mais, parallèlement, le financement de ces savoirs-là est complètement obsolète et ne porte pas ses fruits. J'aime le système anglais parce qu'il valorise la performance, les sports pourvoyeurs de médailles mais, son défaut, c'est qu'il met sur la touche ceux qui n'ont pas eu la chance d'être structurés, ceux qui vivent des périodes creuses. Il faudrait peut-être trouver un modèle plus social, avec une agence qui gère le haut niveau et une transversalité des sports, mais sans se couper totalement de la pratique de masse. »



Alain Mounic et Pierre Lahalle/L'Équipe

get sera dans les eaux de ce qu'espérait le mouvement sportif. Denis Massegla n'en fait plus un casus belli. « La ministre a trouvé de quoi alimenter l'agence à une hauteur satisfaisante, estime Massegla. 350 millions alors qu'on en avait demandé 400. C'est en rapport avec ce qu'on pouvait attendre. »

La question des cadres techniques est plus complexe alors qu'une lettre de cadrage du Premier ministre Edouard Philippe appelle à la suppression de 1 600 équivalents temps plein d'ici à 2022. « On touche au cœur de la fusée », déplore un ancien champion devenu cadre technique. Depuis son entrée au gouvernement, le 4 septembre dernier, Roxana Maracineanu n'a de cesse de déminer le terrain, mais le sujet est délicat. « C'est une destruction massive à laquelle on assiste, pas à une modernisation », s'insurge Philippe Bana, le président de l'association des DTN.

Aucun fonctionnaire n'est menacé de perdre son emploi, mais la question de leur statut est posée ainsi que celle de savoir qui les paiera, fédérations ou collectivités. « Le ministère compensera les fédérations qui ne peuvent pas

les payer », insiste-t-on dans les milieux gouvernementaux. Mais l'inquiétude est là. Député honoraire de la Loire, Régis Juanico compte proposer la semaine prochaine un moratoire sur l'application de cette mesure à 2024. Ce serait une bonne porte de sortie, mais qui ne colle pas avec la tendance lourde de diminution de la dépense publique.

Tout est-il bloqué ? Non. L'agence devrait voir le jour en 2019 et, même si tout le monde ne comprend pas comment elle va fonctionner, cela devrait lever des interrogations. « Mais on ne verra ce que ça va donner qu'en 2028 », indique un spécialiste. S'il ne convainc pas tout le monde dans son camp, Denis Massegla se veut optimiste : « On a une conjugaison des talents et une mutualisation des actions qui font qu'on se retrouvera avec plus d'efficacité. »

En attendant, l'atmosphère reste lourde. « Le climat est morose », déplore un responsable du sport français. On a les Jeux en 2024, c'est une opportunité extraordinaire et on a l'impression de passer à côté. Il n'y a qu'au COJO (comité d'organisation des Jeux 2024) où il y a une dynamique positive. « Pas enthousiasmant comme constat. »

À gauche : au Club France de Rio, la délégation fête la médaille d'or des cavaliers français aux Jeux Olympiques.

À droite : les Parisiens se mobilisent lors de la candidature de la ville à l'organisation des Jeux 2024.

1590

Le nombre exact de CTS (conseiller technique sportif) actuellement. Ils étaient 1703 en 2012.

Martin Fourcade raconte le manque de moyens dans le sport français en général et dans le biathlon en particulier.



Franck Faugère/L'Équipe